

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Express

ÉLECTIONS GÉNÉRALES 2023 : LES "MAMBOUNDOUISTES" APPELLENT À LA "RÉVISION DE LA LOI ÉLECTORALE"



Photo: DR/L'Union

LES "Mamboundouistes" - courant de l'Union du peuple gabonais (UPG) - étaient réunis récemment autour de leur président, Guy Constant Titus Koumba. Abordant les échéances électorales à venir, ils ont relevé "le caractère urgent de réviser la loi électorale" afin de mettre un terme, selon eux, aux dysfonctionnements observés lors des scrutins précédents. Pour ce faire, ils ont appelé à la tenue d'une rencontre entre le gouvernement et l'ensemble de la classe politique nationale. De même, ils se sont dits favorables à "une assistance technique de la Communauté internationale" dans le processus d'organisation des élections présidentielle, législatives et locales à venir. Non sans avoir salué "l'objectif convergent" qui avait sous-tendu les échanges que la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo, avait eus dernièrement avec une délégation d'acteurs politiques de l'opposition.

RÉSOLUTION 1325 : POUR PLUS DE FEMMES DANS LES PRISES DES DÉCISIONS



Photo: DR

LE Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) a servi de cadre dernièrement à la célébration, en différé, du 22e anniversaire de la Résolution 1325 des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité. C'était en présence, entre autres, des femmes membres du gouvernement, Parlement et de la société civile. Adoptée le 31 octobre 2000, la Résolution 1325 recommande "la participation des femmes à toutes les actions de maintien et consolidation de la paix, ainsi qu'une plus grande représentativité à tous les niveaux de prise de décision". Pépécy Ogouliguendé, coordinatrice de "Gabon Groupe Résolution 1325", a salué les importantes avancées réalisées par notre pays en matière des droits et promotion des femmes sous l'impulsion du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. "Nous ne pouvons pas nous permettre de parler de paix et de sécurité au XXIe siècle, sans que plus de femmes ne soient assises à la table des décisions", a-t-elle indiqué. D'où son appel à la mise en place de la structure de "coordination du Plan d'action national pour la Résolution 1325". J.K.M & SCOM

Assemblée nationale : adoption du PLF 2023

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LES députés ont adopté hier, à une très large majorité, le Projet de loi de finances (PLF) 2023. C'était au cours d'une séance plénière dirigée par le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi. Une plénière marquée, entre autres, par la présentation officielle des députés du 1er siège de la commune de Tchibanga, Jean-Charles Yembit Yembit, et du 2e siège de la Zadié, Franck-Ulrich Atabi Bokamba Ndombi. Tous deux récemment élus sous la bannière du Parti démocratique gabonais (PDG) lors des législatives partielles organisées le 15 octobre dernier dans les provinces de la Ngounié, la Nyanga et l'Ogooué-Ivindo.

En tout état de cause, le budget de l'État est arrêté en équilibre en ressources et en charges à 3602,3 milliards de F CFA contre 3295,6 milliards dans la loi de finances rectificative 2022, soit une hausse de 306,7 milliards de nos francs. Un budget qui, de l'avis de la ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie Roboty Mbou, illustre la volonté du gouvernement de poursuivre la politique de transformation structurelle de l'économie nationale afin d'atteindre les objectifs du Plan d'accélération de la transformation (PAT). Pour ce faire, les dépenses d'investissement visent à développer prioritairement les secteurs de la santé et du social (23,8 milliards) ; éducation, emploi et formation professionnelle (24,4 milliards) ; agriculture, élevage et pêche (12,4 milliards) ; infrastructures et transports (96,7 milliards).

Pour autant, les élus du peuple ont émis un certain nombre de recommandations. Notamment la nécessité d'améliorer la collaboration entre les administrations pour une meilleure élaboration de la loi de finances et un meilleur contrôle de son exécution ; la création d'un compte d'affectation spéciale spécifique à l'entretien du patrimoine rou-



Photo: MOMBO Christian

Les députés adoptant le PLF 2023 à 107 voix pour et 13 contre

tier de l'État; la limitation de la pratique excessive des exonérations consenties à certaines entreprises; etc.

Gabon-Inde: "repenser la coopération bilatérale"

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Une délégation gabonaise du ministère des Affaires étrangères conduite par Guy-Gérard Nkolo, ambassadeur, directeur général des Affaires étrangères, séjourne actuellement à New Delhi en Inde, dans le cadre des premières consultations diplomatiques entre le Gabon et ledit pays. En début de semaine, le chef de délégation s'est entretenu avec Shri Sevala Naik Mude, ministre indien des Affaires extérieures, par ailleurs cosecraire de la division Afrique centrale et occidentale de l'Inde.

Concrètement les deux parties ont procédé à un examen minutieux des relations bilatérales existantes, notamment dans le domaine du renforcement de la coopération bilatérale; avec un accent particulier sur les relations commerciales et économiques, la défense et la marine, la science et la technologie, l'innovation, la recherche et le développement, la culture et les liens entre les peuples. Les questions régionales et internationales d'intérêt mutuel, particulièrement la coopération entre les deux États au sein de l'Organisation des Nations unies (Onu) ainsi que d'autres forums multilatéraux, les changements climatiques, l'Alliance



Photo: DR/L'Union

La cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda et le vice-président indien, Muppavaru Venkaiah Naidu, au terme de la signature d'accords entre le Gabon et l'Inde, à Libreville, en mai dernier.

solaire internationale (ISA) et le développement durable ont également figuré en bonne place dans les échanges.

Lesquels échanges ont, pour ainsi dire, été jugés fructueux. "L'Inde et le Gabon entretiennent traditionnellement des relations chaleureuses et amicales, fondées sur des valeurs et une vision démocratiques partagées. Notre relation bilatérale s'est encore renforcée ces dernières années avec l'ouverture de la mission gabonaise à New Delhi et l'échange de visites de haut niveau", a déclaré le ministre indien des Affaires extérieures.

À noter que le deuxième acte des consultations diplomatiques entre le Gabon et l'Inde se tiendra, ultérieurement dans la capitale gabonaise, à une date convenue de commun accord entre les parties prenantes.